

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, le 01/08/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 26/06/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **U-LOGISTIQUE**

ZI Belle Etoile Antarès - Place des Pléiades  
BP 40306  
44470 Carquefou

**Références :** N2-2025-0756  
**Code AIOT :** 0006301659

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement U-LOGISTIQUE implanté 8 RUE VEGA 44470 CARQUEFOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- U-LOGISTIQUE
- 8 RUE VEGA 44470 CARQUEFOU
- Code AIOT : 0006301659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société U LOGISTIQUE est autorisée à exploiter, sur le site de Carquefou, un entrepôt de stockage à température dirigée. Cet établissement est soumis à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la détention d'ammoniac, sous la rubrique n°4735.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Besoin en eau d'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/05/2006, article 6.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	/
4	Confinement	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 6.2 annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Protection des installations contre la foudre	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.3 C	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	détection ammoniac	Arrêté Préfectoral du 11/05/2006, article 6.4.2d	Sans objet
3	Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 11/05/2006, article 6.6.3	Sans objet
5	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.6 annexe I	Sans objet
7	Compartimentage des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 11/05/2006, article 6.3.1 c	Sans objet
8	Signalisation des équipements	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8	Sans objet
9	Modalités d'évacuation des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/05/2006, article 6.6.3 a	Sans objet
10	Forage	AP Complémentaire du 15/06/2009, article 4.2 et 4.3	Sans objet
11	Forage	AP Complémentaire du 15/06/2009, article 4.5	Sans objet
12	Forage	AP Complémentaire du 15/06/2009, article 5.6 et 6.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité majeure a été relevée lors de cette visite d'inspection et concerne l'absence de dispositif automatique d'obturation pour assurer le confinement des eaux susceptibles d'être polluées qui aurait dû être mis en place depuis le 01-01-2017.

Le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre de 2023 comportait 2 anomalies qui n'ont pas été traitées.

Pour ces deux non conformités, une mise en demeure est donc proposée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : détection ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2006, article 6.4.2d
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Emplacement des systèmes de détection
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Les installations de réfrigération doivent être munies de systèmes de détection de gaz et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident.
<b>Constats :</b>

Constat du 24-05-2019 :

L'exploitant doit équiper la salle des machines de 2 systèmes de détection d'ammoniac conformément aux dispositions définies dans l'étude des dangers rédigée en septembre 2005. L'implantation des détecteurs résultera d'une étude préalable.

Constat du 26-06-2025 :

En réponse à la dernière inspection, l'exploitant a transmis le 18-07-2019, un courrier apportant les précisions suivantes :

- une seconde sonde NH<sub>3</sub> a été implantée dans la salle des machines,
- déplacement du détecteur sous plafond sous la poutre (et non sur le côté).

L'exploitant rappelle avoir ensuite porté à la connaissance du préfet les modifications techniques apportées aux installations de réfrigération. La salle des machines qui était dédiée à ces installations n'existe plus. Ces modifications ont été actées par un acte de modification notable non substantielle de l'inspection des installations classées en date du 29-09-2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Besoin en eau d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2006, article 6.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Débits

**Prescription contrôlée :**

La ressource en eau complémentaire dont doit disposer l'établissement en cas d'incendie est fixée à 570 m<sup>3</sup>/h durant deux heures.

Ces besoins sont couverts par :

- 4 poteaux incendie privatifs ;
- 2 poteaux incendie publics implantés rue VEGA. »

**Constats :**

Constat du 24-05-2019 :

L'exploitant transmettra un document justifiant que les besoins en eau d'incendie fixés à 570 m<sup>3</sup>/h sont disponibles au niveau du site.

Ce débit est obtenu en fonctionnement simultané des poteaux d'incendie alimentés par le même réseau.

Il confirmera que les 4 poteaux d'incendie internes sont alimentés uniquement par le réseau d'adduction d'eau potable.

Constat du 26-06-2025 :

Suite à la dernière inspection, l'exploitant a transmis :

- un plan de masse avec le réseau de poteaux incendie en date du 28-06-2019,
- 2 procès verbaux débit/pression des poteaux incendie (PI) 78 et 276, réalisés par NANTES MÉTROPOLE.

- un compte rendu d'intervention préventive sur parc poteau et bouche en date du 12-11-2024.

Le plan indique que :

- 3 PI sont alimentés par le réseau d'eau potable (n°78, 276 et 3), dont 2 sont situés sur le domaine public (n°78, 276),

- 3 PI (n°1, n°2 et n°4) situés à l'intérieur du site sont alimentés par le réseau d'eau brute des maraîchers.

Le PV réalisé par NANTES MÉTROPOLE pour les PI 78 et 276 ne précise pas si les tests ont été réalisés en simultané.

Un prestataire a réalisé en date du 16-11-2023 des mesures de débit en simultané sur les 4 PI situés à l'intérieur du site qui sont alimentés par 2 réseaux différents (eau potable et eau maraîchère). Ces mesures ne sont pas cohérentes : les résultats du débit du P3 seul est différent du débit du P3 en simultané avec les PI 1 et PI 2 alors qu'ils sont alimentés par des réseaux différents (débits variant entre 120 et 112 m<sup>3</sup>/h)

Lors de la visite, il a été constaté qu'il était difficile d'identifier les PI par leurs numéros, l'inscription étant trop petite.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre un document justifiant que les besoins en eau d'incendie fixés à 570 m<sup>3</sup>/h sont disponibles sur le site. Ce débit doit être obtenu en fonctionnement simultané des poteaux incendie.

L'exploitant doit procéder à une meilleure identification des poteaux incendie présents sur son site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

### **N° 3 : Confinement des eaux susceptibles d'être polluées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2006, article 6.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan et dispositifs de confinement

#### **Prescription contrôlée :**

Ce dispositif [de confinement] est dimensionné pour retenir jusqu'à 583 m<sup>3</sup> d'effluents au moyen de 3 vannes de barrage, de pentes et de dos d'âne judicieusement répartis. Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doivent pouvoir le rejoindre.

#### **Constats :**

##### Constat du 24-05-2019 :

L'exploitant présentera, sur un plan disponible dans le PER, la zone de confinement des eaux susceptibles d'être polluées (d'un volume minimal de 583 m<sup>3</sup>).

Il confirmera la mise en place de l'ensemble des dispositifs permettant ce confinement (dos d'âne ; pentes).

##### Constat du 26-06-2025 :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courrier reçu le 18-04-2019, un plan de masse rétention en date du 01-07-2019 qui matérialise la surface susceptible de recueillir les eaux polluées ainsi que les dispositifs pour assurer cette rétention : 3 vannes de barrage, les bordures, dos d'âne et canalisations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Confinement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 6.2 annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, dispositif automatique d'obturation

**Prescription contrôlée :**

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage.

En cas de dispositif de confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.

**Constats :**

L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre sont collectés de manière gravitaire sur le parking VL. Ce confinement externe est notamment assuré par les 3 vannes de barrage.

Ces vannes ont été testées lors de la visite. Elles ne sont pas munies de dispositif automatique d'obturation. Le matériel nécessaire à leur manipulation n'était pas à disposition de manière immédiate, pour l'ouverture de la plaque et la manœuvre de la vanne.

Pour la vanne d'arrêt n°2 située sur la bordure séparant l'entrée VL de l'entrée PL, sa manœuvre est gênée par le grillage séparant les 2 entrées.

Pour les 3 vannes, il faut réaliser à minima 77 tours pour la manœuvre ouverture/fermeture. Et le sens de fermeture se fait vers la gauche et non vers la droite.

Une procédure a été rédigée pour la manipulation des vannes d'arrêt. Elle n'indique pas le matériel à utiliser pour le maniement et le sens d'orientation.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis deux fiches de consignes : en cas de pollution, et un "modop" des fermetures des 3 vannes. Ces fiches permettent d'identifier les vannes par leur numéro, de localiser les outils pour leurs maniements, et de préciser le sens de fermeture et le nombre de tours complets à réaliser pour leurs fermetures.

L'exploitant indique que les vannes d'arrêt sont manipulées par la maintenance 1 fois par mois.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

- équiper les vannes d'arrêt d'un dispositif automatique d'obturation. Cette disposition est applicable depuis le 01-01-2017.

Dans l'attente de la réalisation des travaux sur les vannes d'arrêt, l'exploitant doit : - déplacer le grillage pour permettre une manipulation aisée de la vanne d'arrêt située entre les 2 accès (vanne n°2),
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## N° 5 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.6 annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, extincteurs, robinets d'incendie armés, bouches ou poteaux d'incendie par exemple).
<b>Constats :</b>  <u>Constat du 24-05-2019 :</u> L'exploitant précisera sous quel délai les non-conformités mises en évidence dans le rapport de vérifications des systèmes de désenfumage seront levées.  <u>Constat du 26-06-2025 :</u> <b>Désenfumage</b> Suite à la dernière inspection, l'exploitant avait transmis le rapport d'intervention réalisée le 28-05-2019 qui ne mentionnait aucune anomalie. Le dernier rapport d'intervention date du 01-08-2024 et ne mentionne aucune anomalie sur les 80 équipements. La prochaine intervention est programmée en Août 2025.  <b>Portes CF</b> Le dernier rapport d'intervention en date du 01-08-2024 ne mentionne aucune anomalie sur les 12 portes coupe feu. La prochaine intervention est programmée en Août 2025.  <b>Extincteurs</b> Le dernier rapport de vérification en date du 29-08-2024 ne mentionne aucune anomalie de fonctionnement. Le compte rendu de vérification périodique en date du 05-09-2024 mentionne que l'installation est conforme. La prochaine intervention est programmée en Août 2025.  <b>RIA</b> La vérification en date du 29-08-2024 mentionne 1 anomalie qui a été levée par un rapport d'intervention le 06-03-2025. La prochaine intervention est programmée en Août 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Protection des installations contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.3 C
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 04-10 <sup>-2010</sup> susvisé, afin de protéger les bâtiments contre le risque foudre.
<b>Constats :</b>  <u>Constat du 24-05-2019 :</u> L'exploitant doit faire réaliser, dans les meilleurs délais, une vérification visuelle des installations de protection contre la foudre par un organisme compétent. L'exploitant confirmera le nombre de prises de terre mises en place au niveau de l'installation de protection contre la foudre. Il transmettra à l'IIC une copie de l'analyse du risque foudre et l'étude technique associée. Le cas échéant, il vérifiera la conformité de toutes les installations de prise de terre.  <u>Constat du 26-06-2025 :</u> L'exploitant indique dans son courrier reçu le 18-07-2019 qu'un prestataire est venu sur le site le 05-07-2019 pour procéder au contrôle des installations. Aucune observation n'a été mentionnée. Le dernier rapport de vérification visuelle date du 15-11-2024 et ne mentionne aucune anomalie. Le dernier rapport de vérification complète date du 16-10-2023 et contient 2 anomalies pour lesquelles aucune action n'a été engagée par l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit lever les réserves du rapport de vérification complète, et transmettre à l'inspection des installations classées le(s) rapport(s) d'intervention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

#### N° 7 : Compartimentage des bâtiments

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2006, article 6.3.1 c
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'entrepôt doit présenter les dispositifs de compartimentage suivants : - les locaux existants les plus anciens tels que la salle des machines ammoniac, le local transfo, le local huile, sont isolés à minima par : <ul style="list-style-type: none"> <li>· des parois verticales séparatrices intérieures coupe-feu de degré 2h,</li> <li>· des portes intérieures coupe-feu de degré 1/2h munies de ferme-porte,</li> <li>· des issues de secours vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/4h munies de ferme-porte ;</li> </ul> - les ateliers de charge des batteries d'accumulateurs, le local de stockage des palettes, sont isolés par :



<ul style="list-style-type: none"> <li>· des parois coupe-feu de degré 2h,</li> <li>· des portes intérieures coupe-feu de degré 1/2h munies de ferme-porte,</li> <li>· des issues de secours vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2h munies de ferme-porte (à l'exception du local de stockage de palettes existant qui comporte une issue de secours donnant sur une chambre à température positive)</li> </ul> <p>;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le local archives est isolé par des parois et un plafond coupe-feu de degré 2h et des portes intérieures coupe-feu de degré 1h munies de ferme-porte ;</li> <li>- la nouvelle salle des machines de production du froid est isolée par des murs coupe-feu 2h et n'est accessible que par l'extérieur au moyen d'une porte pare-flamme de degré 1/4h munies de ferme-porte ;</li> <li>- en combles, les surfaces de plus de 1600 m<sup>2</sup> ou dont la plus grande dimension est supérieure à 60 mètres sont recoupées en cantons de désenfumage séparés par des retombées d'au minimum 1 m. Ces volumes sont délimités par des parois réalisées en matériaux A2s1d0 (ou M0) et stables au feu de degré ¼ h.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat du 24-05-2019 :</u></p> <p>L'exploitant reportera sur un plan les murs et plafonds coupe-feu mis en place au niveau des installations. Il précisera leurs degrés de résistance. Il transmettra le plan établi à l'IIC.</p> <p><u>Constat du 26-06-2025 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis un plan des parois coupe feu en date du 05-07-2019. Ce plan est conforme aux attentes de l'arrêté préfectoral.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 8 : Signalisation des équipements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Signalisation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat du 24-05-2019 :</u></p> <p>L'exploitant corrigera la signalisation figurant sur le réservoir HP de l'installation de réfrigération SKID BP 1. Il vérifiera que les autres signalisations sont correctes.</p> <p><u>Constat du 26-06-2025 :</u></p> <p>Dans son courrier reçu le 18-07-2019, l'exploitant a transmis une photo d'un équipement indiquant</p>

"LIQUIDE HP NH<sub>3</sub>". L'équipement ne peut être identifié sur cette photo.

Depuis l'exploitant a modifié ses installations de réfrigération à l'ammoniac par des aérorefroidisseurs adiabatiques. Cette prescription n'est donc plus applicable à l'installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Modalités d'évacuation des eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2006, article 6.6.3 a

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance

**Prescription contrôlée :**

La salle des machines ainsi que sa couverture sur laquelle est positionné le confinement des condenseurs et réservoirs HP (...) sont équipés d'une forme de pente avec regard d'évacuation. Ces regards d'évacuation convergent vers un regard extérieur général équipé d'un ph-mètre. En cas d'anomalie, ce dispositif commande une électrovanne qui envoie les effluents vers un réservoir tampon de 10 m<sup>3</sup> afin d'interdire tout rejet pollué vers le milieu extérieur

**Constats :**

L'exploitant indique dans son courrier reçu le 18-07-2019 que la sonde a été remplacée.

Et depuis les installations de réfrigération à l'ammoniac qui étaient dans cette salle des machines ont été déposées. Cette prescription n'est donc plus applicable au site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Forage

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/06/2009, article 4.2 et 4.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, protection

**Prescription contrôlée :**

Article 4.2

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Article 4.3

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

**Constats :**

Le forage est situé à l'intérieur d'un enclos à moutons en limite nord ouest du site.

La tête du forage a été surélevée du sol sur une plateforme béton de forme hexagonale. Lors de l'inspection, la hauteur n'a pas été mesurée.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

#### N° 11 : Forage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/06/2009, article 4.5
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plaque
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références de l'autorisation.
--

<b>Constats :</b>
-------------------

La plaque mentionnant les références de l'autorisation est présente. Les informations sont peu lisibles car dégradées.
--

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

L'exploitant doit changer la plaque d'identification du forage, et transmettre à l'inspection des installations classées une photo du forage et de la plaque.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

#### N° 12 : Forage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/06/2009, article 5.6 et 6.5
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Volume et débit
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

<b>Article 5.6</b>
--------------------

En ce qui concerne le débit instantané du prélèvement et le volume annuel prélevé, ils ne devront en aucun cas être supérieurs respectivement au débit et volume annuel maximum mentionnés dans le dossier (40 000 m <sup>3</sup> /an et 6 m <sup>3</sup> /h).
--

<b>Article 6.5</b>
--------------------

L'exploitant doit consigner sur un registre ou cahier les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :
---

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les prélèvements par pompage, les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ;</li><li>- pour les autres types de prélèvements, les valeurs des volumes prélevés mensuellement et annuellement ou les estimations de ces volumes, les valeurs des grandeurs physiques correspondantes suivies et les périodes de fonctionnement de l'installation ou de l'ouvrage ;</li><li>- les incidents survenus dans l'exploitation et, selon le cas, dans la mesure des volumes prélevés ou le suivi des grandeurs caractéristiques ;</li><li>- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.</li></ul> |
|---|

<b>Constats :</b>
-------------------

Le compteur est situé dans la salle des machines.
---

Depuis décembre 2022, l'eau du forage n'est plus utilisée pour le refroidissement des tours ammoniac, et sert uniquement pour le nettoyage des filtres à sable.

Relevé des consommations :

2022 = 15 000 m<sup>3</sup>

2023 = 260 m<sup>3</sup>. Une fuite avait été identifiée sur le circuit.

2024 = 9 m<sup>3</sup>

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 13 : Équipements sous pression

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Liste

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

**Constats :**

L'exploitant a présenté lors de la visite une liste de ses équipements sous pression (ESP) et tuyauteries. Ces documents n'ont pas été examinés en salle et ont fait l'objet d'un envoi ultérieur.

L'analyse des 3 listes ESP et 5 plans d'inspections appelle les observations suivantes :

- certains équipements sous pression notamment les récipients de marque ALFA LAVAL présents sur les plans d'inspection des systèmes fonctionnant à l'ammoniac ne sont pas reportés sur la liste des ESP et tuyauteries conformément à l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 20-11-2017.

Nota : pour les équipements sous pression de marque ALFA LAVAL de catégorie IV, la périodicité maximale des inspections est de 24 mois. La date à retenir pour fixer les échéances se font au moment de la mise en service des équipements avec la nécessité de réaliser les vérifications initiales prévues par le Cahier technique Professionnel du 23/07/2020 relatif au suivi en service des systèmes frigorifique.

En complément, les 3 plans d'inspections des installations à l'ammoniac ont été complétés des récipients ALFA LAVAL en juin 2025 et laissé en révision 1 alors qu'il devrait s'agir de documents faisant l'objet d'une révision 2.

- les nouveaux équipements sous pression et tuyauteries CO<sub>2</sub> installés sur le site ne sont pas non plus précisés dans la liste prévue à cet effet. Comme indiqué précédemment, les dates à retenir pour fixer les échéances des équipements et tuyauteries se font lors de la mise en service des équipements avec la nécessité de réaliser les vérifications initiales.

Nota : Sur un des Plan d'inspection concernant l'installation CO<sub>2</sub>, il est précisé un fluide frigorigène R134-a qui n'est pas du R744 ? Est-ce une erreur ?

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées la liste des équipements sous pression et tuyauteries conformément à l'article 6 tiret 3 de l'arrêté du 20/11/2017 reprenant tous

les éléments attendus : les ESP, les tuyauteries, les fréquences des contrôles avec les dates des dernières et prochaines Inspection Périodique ainsi que les dates des dernières et prochaines Requalification Périodique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant